



Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français et arabe

Superficie : 1 284 000 km²

Population : 16,9 millions d'habitants

Densité : 13,2 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 2,9 %

Part de la population urbaine : 23,8 %

Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021 : 190^e/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,8

Taux de change effectif réel (moyenne 2017-2021, base 100 en 2010) : 95,8 (98,8 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu
Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2021) : 696,4 dollars US

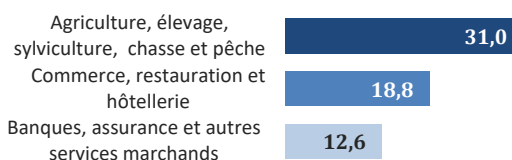
Taux de croissance (2021) : - 1,8 %

Inflation (2021) : - 0,8 %

PIB (2021) : 6 690 milliards XAF /
12 milliards de dollars US

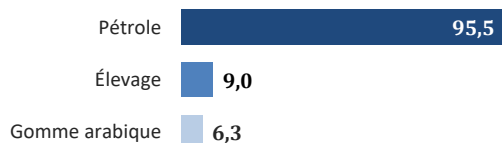
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2017-2021)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2017-2021)



Développement humain et infrastructures



52,5 ans

Espérance de vie



38,1 %

Population sous le seuil de pauvreté



46,2 %

Accès à l'eau potable



11,0 %

Mortalité infantile



37,5

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



11,1 %

Accès à l'électricité



35 %

Malnutrition infantile



26,0 %

Alphabétisation des adultes



52,9

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



12/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



21,8 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



46,9 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2022 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Avertissements, sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.



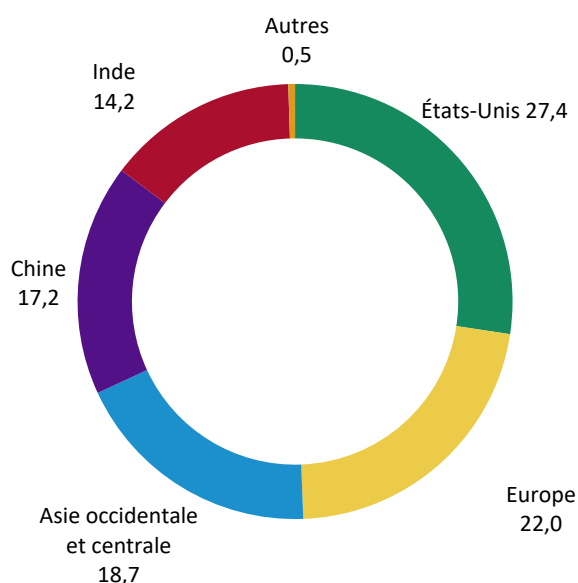
Faits saillants

- **Au Tchad, le PIB réel a diminué en 2021 de 1,8 %, après une baisse de 2,2 % en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19**, et ce malgré la remontée du prix du pétrole à 68 dollars US le baril, en moyenne sur 2021. Pour 2022, une croissance de 3,0 % est anticipée, grâce à la diminution de l'intensité de la pandémie et à un prix du pétrole élevé.
- **Une mission du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue au Tchad du 16 au 30 mars 2022, pour mener des discussions au sujet de la première revue du programme de facilité élargie de crédit (FEC)** d'une durée de 36 mois, d'un montant de 392,56 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 570,5 millions de dollars US, 280 % de la quote-part), permettant de répondre aux besoins budgétaires et à ceux de la balance des paiements du Tchad en catalysant le soutien financier des bailleurs officiels.
- **La diversification des activités économiques et l'adaptation au changement climatique figurent parmi les principaux enjeux de développement pour le Tchad.**
- **Idriss Déby Itno, président depuis 1990, a été assassiné le 20 avril 2021** peu après sa réélection, à la suite d'élections jugées frauduleuses par certains. Un conseil militaire de transition a été mis en place, dirigé par son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno. Des élections ont été reportées d'un an et devraient se tenir en 2024.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie tchadienne est largement dépendante de la production de pétrole (qui représente 10,0 % du PIB nominal, 86 % des exportations et 43,0 % des recettes budgétaires, en moyenne sur la période 2018-2021). Deuxième pilier de l'économie, le coton a connu de longues années de crise depuis 1990, avant de se redresser quelque peu en 2018 sous l'impulsion du Singapourien Olam, qui a racheté CotonTchad et a relancé l'industrie textile. Le secteur primaire (pétrole, élevage, coton, céréales, gomme arabique, etc.), le secteur manufacturier (cimenterie, raffinerie, brasserie, etc.) et le secteur tertiaire (banques, transports, commerces, télécommunications, etc.) représentent respectivement 50 %, 6 % et 44 %¹ du PIB en 2021, mais l'agriculture et l'élevage emploient 75 % de la population². Les chaînes de valeur agricoles sont toutefois insuffisamment développées malgré l'importance des productions notamment en mil et sorgho (pour une production de 1 517 milliers de tonnes en 2021). Les coûts élevés de l'énergie et des transports empêchent l'émergence d'un secteur industriel robuste dans le pays et une meilleure valorisation des produits agricoles et de l'élevage.

Destinations des exportations du Tchad (2016-2020)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.

¹ Direction générale du Trésor (2022), « Tchad – Indicateurs et conjoncture ».

² BNP Paribas (2021), « Tchad – Le contexte économique ».

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Tchad

	2017	2018	2019	2020	2021
Pétrole brut (en millions de tonnes)	5,8	6,5	7,3	7,0	5,9
Prix du baril de pétrole tchadien (en dollars US)	49,3	64,8	57,9	40,1	67,9
Prix moyen à l'export (en milliers de XAF par tonne)	206,2	259,1	244,2	165,9	270,8
Coton-graine (en milliers de tonnes)	153,4	47,8	15,5	113,5	123,1
Prix d'achat aux producteurs (en XAF par kilogramme)	220,0	220,0	220,0	220,0	220,0
Mil et sorgho (en milliers de tonnes)	1 606,5	1 744,2	1 690,1	1 656,8	1 517,1
Manioc (en milliers de tonnes)	290,6	284,3	297,0	293,9	195,8
Arachide (en milliers de tonnes)	870,1	893,9	873,2	840,0	798,0
Canne à sucre (en milliers de tonnes)	336,7	341,3	341,1	347,9	358,4
Gomme arabique (en milliers de tonnes)	48,9	49,9	50,9	50,8	52,9
Bétail (cheptel en milliers de têtes)	23 506,8	24 758,3	26 448,4	27 573,7	29 393,6

Sources : BEAC et administrations nationales.

Du fait de l'ancrage de sa monnaie à l'euro, l'inflation au Tchad est plus faible que dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Le même constat peut être dressé pour les autres pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), à laquelle le Tchad appartient. Entre 2019 et 2021, l'inflation s'est élevée en moyenne à 1,6 %.

Le secteur public, et surtout l'État, est prédominant aussi bien dans la sphère économique que dans la sphère financière. Malgré des vagues de privatisations (par exemple CotonTchad repris par le groupe Olam en 2018), les principales entreprises non financières (hydrocarbures, télécommunications, agriculture) sont détenues par l'État. Celui-ci a néanmoins des moyens de fonctionnement limités, ses financements, internes ou externes, étant très contraints. Le niveau de pression fiscale (recettes fiscales hors pétrole / PIB non pétrolier) s'élevait à 7,7 % en 2021 (en baisse par rapport à 2020 [8,3 %] et inférieur à celui des autres pays de la CEMAC, dont la moyenne était de 10,6 % en 2020, et à l'objectif communautaire de 17 %). La dette publique a continué de diminuer (de 46,4 % à 41,6 % du PIB entre 2018 et 2021). Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI ³), la charge de la dette (ramenée au revenu de l'État) devrait toutefois rester élevée, aux alentours de 18 %, soit bien au-dessus de la référence du FMI de 14 %, et ne diminuerait qu'après 2026 ⁴. Le secteur bancaire est aussi très dépendant de l'État, mais indirectement, par le biais des portefeuilles de titres d'État et d'entreprises publiques détenus par les

banques. En 2018, la dette de l'État détenue par le secteur bancaire a ainsi atteint 12 % du PIB non pétrolier, contre 6 % en 2014 ⁵, soit le quart de l'encours total, ce qui est important compte tenu des structures financières encore fragiles.

Malgré la hausse sensible de l'inclusion financière, les banques jouent un rôle limité dans l'économie tchadienne. La bancarisation est passée de 12 % en 2014 à 22 % en 2017 (contre 43 % en Afrique subsaharienne, d'après la Banque mondiale) et son accroissement doit être encouragé. Cette hausse résulte avant tout du déploiement de services financiers mobiles de deux opérateurs de téléphonie mobile en 2012 (Airtel et Tigo), plutôt que d'un mouvement de bancarisation par les établissements de crédit (9 % de la population adulte en 2017).

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Depuis mars 2020, la pandémie de Covid-19 a changé les perspectives macroéconomiques du Tchad. L'impact sanitaire de la pandémie de Covid-19 est certes resté limité (7 637 cas et 194 décès recensés à mi-novembre 2022 ⁶) grâce à la mise en place de mesures de confinement (fermeture des écoles et des universités, des lieux de culte, de certains commerces, etc.). Cependant, compte tenu de l'importance du choc externe, l'économie s'est contractée de 2,2 % en 2020 (contre un taux de croissance de 5,7 % prévu avant la pandémie) et de 1,8 % en 2021. Précisément, l'effondrement

³ FMI (2019), *article IV sur le Tchad, juillet, appendice « Debt Sustainability Analysis », p. 11.*

⁴ FMI (2020), *Request for disbursement under the rapid credit facility and cancellation of the extended credit facility arrangement, août.*

⁵ FMI (2019), *article IV sur le Tchad, juillet, p. 48.*

⁶ Organisation mondiale de la santé (OMS).

du prix du pétrole – le prix du baril de pétrole tchadien est passé de 58 dollars US en 2019 à 40 dollars US en 2020 – a sévèrement affecté le Tchad. Il a toutefois remonté à 68 dollars US en moyenne en 2021. La baisse de la demande en volume des exportations, la réduction des investissements directs étrangers (IDE) et la fermeture des frontières constituent autant de facteurs ayant contribué à cette contraction économique. Dans ce contexte, le Tchad fut le premier pays, durant la pandémie, à demander au G20, au sein de son cadre commun, une restructuration de sa dette externe.

Selon la Banque des États de l’Afrique Centrale (BEAC), le PIB s’est contracté de 1,8 % en 2021, marquant une deuxième année de récession, en raison de l’arrêt, pendant deux mois, de la production de pétrole dans les usines Esso, des perturbations de l’activité économique liées à l’insécurité sociopolitique, et de contraintes de liquidité dues à des retards dans la réduction de la dette publique. Le manque de pluie a eu un impact négatif sur la production agricole et le prix des céréales. Cependant, l’économie devrait renouer avec la croissance en 2022 (+ 3,0 % prévu par la BEAC).

En 2021, le déficit de la balance des transactions courantes s’est creusé à 7,3 % du PIB (contre un excédent de 0,9 % en 2020), à cause d’un accroissement marqué du déficit de la balance des services, lui-même lié à une hausse des importations de services aux entreprises. Une hausse des exportations de pétrole a toutefois été constatée.

Une mission du FMI s’est rendue à N’Djaména du 16 au 30 mars 2022, pour mener des discussions au sujet de la première revue du programme facilité élargi de crédit (FEC), d’une durée de 36 mois, d’un montant de 392,56 millions de droits de tirage spéciaux (DTS, soit environ 570,5 millions de dollars US, 280 % de la quote-part). La performance dans le cadre du programme a été mitigée : deux des trois critères ont été respectés, mais celui qui est relatif au solde primaire hors pétrole n’a pas été atteint. Les discussions ont aussi concerné l’insécurité alimentaire. Les autorités ont préparé un plan pour porter secours aux populations les plus vulnérables durant l’hiver. Avec l’aide de l’Organisation des Nations Unies (ONU), le pays devrait réussir à constituer un stock suffisant de céréales pour subvenir à ses besoins. La Banque mondiale finance pour sa part 19

Activité économique et inflation au Tchad

(en %)

	2019	2020	2021	2022
Variation annuelle du PIB	2,5	-2,2	-1,8	3,0
Inflation (en moyenne annuelle)	1,2	4,5	-0,8	3,2

Note : Prévisions pour 2022.

Source : BEAC.

opérations : 12 projets nationaux pour un engagement de 529 millions de dollars US et 7 projets régionaux pour un total de 336 millions.

Sous réserve de la poursuite des efforts de consolidation budgétaire, la dette publique continuerait de diminuer, pour atteindre moins de 40 % du PIB d’ici à 2023 selon les prévisions du FMI. Le remboursement de la dette contractée auprès du groupe pétrolier Glencore (1 milliard d’euros) est un enjeu majeur pour la soutenabilité de la dette externe du pays, estimée à 25,9 % du PIB en 2020. Le ministère de l’Économie a réussi à obtenir, en novembre 2022, un rééchelonnement de la dette du Tchad jusqu’en 2024, acquis avec l’appui du G20, du Club de Paris, du FMI et de la Banque mondiale. Un mécanisme de traitement contingent pour protéger le pays face à une baisse du prix du pétrole a été mis en place. Au total, la dette publique brute est attendue par le FMI à 38,3 % du PIB pour 2023.

La vulnérabilité du secteur bancaire a diminué en 2021, en raison de l’accroissement des fonds propres et de la diminution de l’encours de créances en souffrance. Le bilan agrégé du système bancaire s’est accru de 25,8 % entre 2020 et 2021, et le risque de crédit, même s’il demeure toujours très élevé, a diminué, le taux brut des créances en souffrance atteignant 26,3 % en 2021. Cette diminution s’est toutefois faite dans un contexte d’assouplissement des règles prudentielles⁷. Le système bancaire, en moyenne, n’affiche plus de pertes en 2021. Après avoir beaucoup chuté, le niveau des fonds propres s’est fortement accru en 2021 : alors qu’ils s’élevaient à 93 milliards XAF en 2018, mais seulement 11 milliards en 2020, ils ont remonté à 63 milliards en 2021, entre autres grâce à l’interdiction de distribution de dividendes reconduite pour la troisième année consécutive, 60 % des banques respectant désormais les normes d’adéquation des fonds propres. En 2021, on observe une hausse marquée des opérations

⁷ Banque de France (2022), *Coopérations monétaires Afrique-France – Rapport économique et financier 2021*, p. 127. Cet assouplissement a pris fin en juillet 2022.

de trésorerie et avec la clientèle. Le secteur bancaire tchadien est relativement concentré, avec neuf banques commerciales, mais aussi presque 200 établissements de microfinance.

Pour diminuer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19, les autorités ont annoncé des mesures économiques et sociales destinées à soutenir le secteur de la santé, les ménages et les entreprises privées ⁸.

Ainsi, le gouvernement a fait adopter le 25 août 2020 une loi de finances rectificative, permettant d'accroître les dépenses liées à ces mesures de 143,6 milliards XAF ⁹. Ces fonds ont permis de supprimer, pour certaines catégories de la population, le paiement des factures d'électricité et d'eau, de distribuer de la nourriture et de régler les arriérés de paiement. De plus, dans le cadre de la facilité de crédit rapide, le FMI a effectué deux versements au Tchad (un premier début avril et un second en juillet 2020), pour un total de 133,2 millions de DTS. La Banque mondiale a pour sa part débloqué un financement d'urgence de 16,9 millions de dollars US. Enfin, grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) due aux créanciers bilatéraux publics et mise en œuvre par le G20, le Tchad a pu épargner 65,4 millions de dollars US sur la période de mai à décembre 2020.

ENJEUX ET DÉFIS

Les principaux enjeux de développement du Tchad résident dans la réduction de sa dépendance économique vis-à-vis du secteur pétrolier et l'amélioration du réseau de transport. Le Tchad bénéficie d'un secteur agricole important, mais sous-exploité, de vastes espaces et de longues périodes ensoleillées propices à l'énergie photovoltaïque, ce qui pourrait, à terme, permettre au pays de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole, dont la rente est mal partagée. Le plan national de développement 2017-2021 définissait les priorités de développement (agriculture, élevage, pêche, mines, inclusion financière) et les réformes à effectuer : i) le climat des affaires ; ii) la qualité du réseau de transport ; et iii) la gouvernance.

En 2022, le plan « Vision 2030 » a succédé au plan national de développement. Il vise à œuvrer pour un Tchad en paix, donnant la possibilité à chacun d'accéder à l'eau, à la santé, au logement et à l'énergie. De

plus, un diagnostic systématique du pays (*systematic country diagnostic*, SCD) a identifié trois priorités essentielles : i) renforcer le contrat social ; ii) s'adapter au changement climatique ; et iii) assurer une gestion macroéconomique satisfaisante. Il a ajouté trois contraintes supplémentaires : i) l'insécurité et les conflits ; ii) la volatilité des revenus pétroliers ; et iii) la vulnérabilité au changement climatique.

Le désenclavement du pays, par une amélioration des communications terrestres, apparaît essentiel pour favoriser les exportations du Tchad vers les autres pays de la CEMAC. Ce désenclavement est d'autant plus important dans le contexte de la forte insécurité sahélienne. Le programme des réformes économiques et financières (PREF-CEMAC), lancé en 2016, prévoit ainsi trois projets d'infrastructures impliquant le Tchad.

Le Tchad doit faire face à un double défi démographique : la forte croissance de sa population, de l'ordre de 3 % par an, en raison d'un taux de fécondité élevé (estimation de 5,6 enfants par femme en 2020 ¹⁰), et la hausse du nombre de réfugiés, tout en luttant contre la pauvreté. Le Tchad accueille plus de 450 000 réfugiés originaires du Soudan, de la Centrafrique et du Nigéria, soit près de 4 % de sa population totale ¹¹. La population du pays est jeune (âge médian de 14,8 ans et âge moyen de 19,7 ans). Selon la Banque mondiale, le ratio de personnes pauvres (fixé à 1,90 dollar US en parité de pouvoir d'achat par personne et par jour) a toutefois diminué, passant de 36,6 % en 2011 à 30,9 % en 2018. Avec la pandémie de Covid-19, ces progrès ont cependant cessé.

D'après les recherches de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdî), le Tchad occupait en 2020 le cinquième rang des pays à faible revenu les plus vulnérables au changement climatique ¹². Au cours des cinquante dernières années, 90 % du lac Tchad a ainsi disparu sous l'effet conjugué de sécheresses et de prélèvements d'eau pour l'irrigation. Depuis le milieu du xx^e siècle, le Tchad connaît des températures en hausse et des précipitations en baisse. Le pays doit faire face à d'importants aléas climatiques (sept épisodes de grande sécheresse et dix-huit inondations entre 1980 et 2020 ¹³) et à un mouvement de désertification lié à l'avancée du désert du Sahara d'un kilomètre par an en

⁸ <https://www.imf.org/en/>

⁹ <https://finances.gouv.td/>

¹⁰ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/>

¹¹ Banque mondiale (2020), « Tchad – Vue d'ensemble », octobre.

¹² Ferdî (2020), « The physical vulnerability to climate change index ».

¹³ Base de données sur les catastrophes UCL. <https://public.emdat.be/>

moyenne. La coopération internationale a un rôle important à jouer : la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), qui regroupe le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, a reçu le soutien de la Banque africaine de développement (BAfD), à hauteur de 2,7 millions de dollars US en 2020. Le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles de la CBLT et à promouvoir l'autonomisation des jeunes et des femmes dans le bassin du lac Tchad ¹⁴.

Le Tchad est en proie à des difficultés politiques. Le 20 avril 2021, lors d'affrontements entre l'armée tchadienne et des groupes rebelles, le président Idriss a été tué. Un conseil militaire de transition a été mis en place. Il est dirigé par son fils, le général Mahamat Idriss Déby Itno, qui a promis une transition de dix-huit mois renouvelable une fois avant des élections libres et transparentes d'ici mars 2023, élections finalement reportées à 2024.

Enfin, le pays est aux prises avec le djihadisme près du lac Tchad : une attaque de Boko Haram a ainsi tué près de 100 soldats tchadiens le 23 mars 2020. Le Tchad a en conséquence annoncé, début octobre 2020, l'envoi d'un contingent supplémentaire de 1 000 hommes pour renforcer la force conjointe anti djihadiste du G5 Sahel, créée en 2014. En août 2021, il en a toutefois retiré 600 de la zone dite « des trois frontières » (zone frontalière du Mali, du Niger et du Burkina Faso) pour les rapatrier au Tchad. L'armée française est également présente dans ce pays.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Même si les réserves de pétrole sont importantes, le Tchad souhaite accélérer son processus de diversification économique. Le projet d'appui à l'amélioration du climat des affaires et à la diversification de l'économie tchadienne (Pacadet) de la BAfD, qui va dans ce sens, a été conclu en juin 2020. Il vise le développement du secteur privé grâce à une amélioration du climat des affaires, du financement des petites et moyennes entreprises (PME) et la promotion de l'entrepreneuriat féminin ¹⁵. Les projets d'infrastructure dans le cadre du PREF-CEMAC doivent faciliter cette diversification économique. La construction d'écoles et la formation de professeurs devraient permettre par ailleurs d'améliorer la productivité des actifs.

Afin de relever les défis de l'intégration, les pays de la CEMAC ont adopté le plan « Vision 2025 », dont l'objectif est de faire de la « CEMAC un espace économique intégré où règnent la sécurité, la solidarité, la bonne gouvernance au service du développement humain ». Pour concrétiser cette vision, un programme économique régional (PER) a été élaboré et adopté afin de valoriser les principales ressources de la sous-région, et de construire une économie compétitive, diversifiée et à forte valeur ajoutée ¹⁶.

Le développement de l'énergie solaire photovoltaïque peut être considéré comme une réponse appropriée au déficit en énergie électrique dont souffre le Tchad : le projet de centrale solaire de Djermaya (34 mégawatts) – co-financé par la BAfD, Proparco, le Fonds pour les infrastructures en Afrique émergente et le Fonds africain pour les énergies renouvelables – illustre cette stratégie ¹⁷. Moins de 12 % de la population totale avait accès à l'électricité en 2021, contre 5 % en zone rurale ¹⁸. En plus de l'impact environnemental positif, la production d'énergie solaire présente l'avantage d'être, pour le Tchad, moins coûteuse et plus rentable que l'énergie hydroélectrique.

L'Agence française de développement (AFD) soutient, conjointement avec la Banque mondiale, le développement rural au Tchad. L'agence désire favoriser l'élevage par l'accès à l'eau et renforcer les capacités agricoles du pays. C'est le cœur du projet du Bahr Linia : 2 500 hectares de terres seraient irrigués grâce à l'aménagement d'un tronçon de 40 kilomètres du fleuve Chari. La Banque mondiale a soutenu un projet régional d'appui au pastoralisme, qui a aidé plus de deux millions d'éleveurs dans la région.

La Banque mondiale a aussi confirmé son soutien, lors de la table ronde organisée les 16 et 17 novembre 2020 à Paris, aux projets d'aménagement qui visent à l'interconnexion des réseaux électriques entre le Tchad et le Cameroun. Deux autres projets impliquant le Tchad ont par ailleurs été confirmés lors de cette table ronde : i) la création d'un corridor Brazzaville-Ouessou-Bangui-N'Djaména ; et ii) l'interconnexion du Cameroun avec les pays de la CEMAC par la fibre optique.

¹⁴ BAfD (2020), « La BAfD réaffirme son plein soutien à la CBLT », février.

¹⁵ BAfD (2020), Pacadet – Rapport d'achèvement de projet, juin.

¹⁶ PER-CEMAC, Commission de la CEMAC. <https://www.cemac.int/PER>

¹⁷ <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/>

¹⁸ Suiivi de l'objectif de développement durable 7 des Nations Unies (2020). <https://trackingsdg7.esmap.org/country/chad>

ANNEXE

Tchad – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2018	2019	2020	2021
Ressources	7 684,7	7 950,3	7 596,5	8 942,4
PIB nominal	6 374,2	6 499,6	6 422,5	6 689,9
<i>dont secteur pétrolier</i>	726,3	764,9	500,9	688,7
Importations de biens et services	1 310,5	1 450,7	1 174,0	2 252,6
Biens	764,9	778,1	715,6	889,7
Services	545,6	672,6	458,4	1 362,9
Emplois	7 684,7	7 950,3	7 596,5	8 942,4
Consommation finale	4 470,5	4 569,0	4 729,9	5 175,3
Publique	704,2	697,0	768,2	910,9
Privée	3 766,3	3 872,0	3 961,7	4 264,5
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 696,0	1 789,1	1 734,0	2 144,4
Publique	222,0	285,0	424,0	375,0
Privée	1 464,0	1 494,1	1 300,0	1 759,4
<i>dont secteur pétrolier</i>	890,6	909,3	697,7	1 139,0
Variations de stocks	10,0	10,0	10,0	10,0
Exportations de biens et services	1 518,2	1 592,2	1 132,6	1 622,7
Biens	1 389,5	1 466,4	935,7	1 443,7
Services	128,7	125,8	196,9	178,9
Épargne intérieure brute	1 903,6	1 930,6	1 692,6	1 514,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	207,6	141,5	- 41,4	- 629,9
Revenus des facteurs	- 31,7	- 14,9	- 27,3	- 33,5
Épargne intérieure nette	1 872,0	1 915,7	1 665,3	1 481,1
Taux d'investissement (en % du PIB)	26,6	27,5	27,0	32,1
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	1,9	2,5	- 2,2	- 1,8
Déflateur du PIB	4,5	- 0,5	1,0	6,1
Prix à la consommation, en moyenne	4,0	1,2	4,5	- 0,8

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Tchad – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Recettes et dons	910,5	885,0	1 195,8	1 009,5
Recettes budgétaires	737,5	806,0	915,8	851,5
Recettes pétrolières	335,0	326,0	401,1	374,3
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	324,9	315,0	389,1	355,6
Recettes non pétrolières	402,5	480,0	514,7	477,3
<i>dont recettes non fiscales</i>	31,0	19,0	28,8	18,5
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	173,0	79,0	280,0	158,0
Dépenses totales et prêts nets	817,0	924,8	1 118,7	1 197,3
Dépenses courantes	595,0	639,8	694,7	822,3
Salaires	237,4	249,0	282,8	299,3
Intérêts	67,0	64,0	52,0	54,7
<i>Sur la dette intérieure</i>	29,0	21,0	27,0	26,0
<i>Sur la dette extérieure</i>	38,0	43,0	25,0	28,7
Autres dépenses courantes	290,6	326,8	359,8	468,2
Dépenses en capital	222,0	285,0	424,0	375,0
Dépenses budgétaires	84,0	153,0	170,0	130,0
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	138,0	132,0	254,0	245,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	96,5	56,3	76,2	- 72,0
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	93,5	- 39,7	77,2	- 187,7
Arriérés	- 92,0	- 64,0	- 149,0	- 111,0
Arriérés intérieurs	- 89,0	- 64,0	- 149,0	- 96,0
Arriérés extérieurs	- 3,0	0,0	0,0	- 15,0
Solde base caisse ^{c)}	1,5	- 103,7	- 71,8	- 298,7
Financement	- 1,5	103,7	71,8	308,7
Financement intérieur	- 38,5	92,7	46,8	239,7
Bancaire	42,6	241,9	58,8	10,4
Non bancaire	- 81,1	- 149,2	- 11,9	229,2
Financement extérieur	37,0	11,0	25,0	69,0
Tirages sur emprunts	111,0	73,0	99,0	182,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 101,0	- 90,0	- 100,0	- 137,0
Réaménagement de la dette extérieure	27,0	28,0	26,0	24,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	11,6	12,4	14,3	12,7
Recettes pétrolières	5,3	5,0	6,2	5,6
Dépenses courantes	9,3	9,8	10,8	12,3
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	1,5	- 0,6	1,2	- 2,8
Dette publique	46,4	44,2	43,7	41,6

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Tchad – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	306,2	242,4	105,5	- 441,3
1 - Biens et services	257,6	191,5	8,6	- 579,9
Balance des biens	674,6	738,3	270,1	604,1
Exportations de biens FOB	1 439,5	1 516,4	985,7	1 493,7
<i>dont : pétrole</i>	<i>1 505,2</i>	<i>1 605,3</i>	<i>1 047,0</i>	<i>1 409,7</i>
<i>élevage</i>	95,8	133,9	136,4	163,7
<i>gomme arabique</i>	83,1	89,4	87,7	88,0
<i>coton</i>	31,5	8,5	56,5	83,3
Importations de biens CAF	- 1 094,7	- 1 127,3	- 884,4	- 1 068,5
Importations de biens FOB	- 764,9	- 778,1	- 715,6	- 889,7
<i>dont : secteur non pétrolier</i>	<i>- 328,0</i>	<i>- 346,6</i>	<i>- 291,0</i>	<i>- 300,5</i>
<i>secteur pétrolier</i>	<i>- 282,6</i>	<i>- 288,9</i>	<i>- 287,0</i>	<i>- 361,9</i>
<i>secteur public</i>	<i>- 76,0</i>	<i>- 61,2</i>	<i>- 51,9</i>	<i>- 135,9</i>
Balance des services	- 416,9	- 546,8	- 261,5	- 1 184,0
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 324,8</i>	<i>- 345,8</i>	<i>- 161,9</i>	<i>- 185,9</i>
2 - Revenus primaires	- 31,7	- 14,9	- 27,3	- 33,5
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 38,0</i>	<i>- 43,0</i>	<i>- 25,0</i>	<i>- 28,7</i>
3 - Revenus secondaires	80,3	65,7	124,2	172,1
Administrations publiques	32,2	34,7	14,7	65,9
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>60,0</i>	<i>3,5</i>	<i>62,5</i>	<i>11,5</i>
Autres secteurs	48,1	31,1	109,5	106,3
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>- 2,7</i>	<i>- 6,3</i>	<i>- 12,4</i>	<i>- 12,5</i>
b - Compte de capital	99,6	11,4	108,2	94,1
c - Compte financier	- 204,6	- 206,2	- 265,0	43,4
Investissements directs	57,5	- 3,9	301,9	369,1
Investissements de portefeuille	18,7	57,7	0,0	0,0
Autres investissements	- 280,7	- 259,9	- 566,9	- 325,6
Financement exceptionnel (pour mémoire)	24,0	28,0	26,0	9,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 102,1	- 26,7	- 35,4	81,2
e - Solde global (a + b - c + d)	99,1	20,8	- 86,7	- 222,5
Solde courant (en % du PIB)	4,0	3,0	0,9	- 7,3
Solde global (en % du PIB)	1,6	0,3	- 1,4	- 3,3

Source : BEAC.

Tchad – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020	2021
Court terme	438	438	452	541
Moyen terme	163	179	217	245
Long terme	23	16	16	15
Total	625	633	685	802

Source : BEAC.

Tchad – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2019	2020	2021	Passif	2019	2020	2021
Valeurs immobilisées	169	223	266	Capitaux permanents	131	111	137
Opérations avec la clientèle	632	721	863	<i>dont fonds propres</i>	<i>27</i>	<i>11</i>	<i>63</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>83</i>	<i>95</i>	<i>101</i>	Opérations avec la clientèle	834	1 006	1 139
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	416	353	509	Opérations diverses	103	65	112
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	41	24	25	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	189	140	275
Total	1 257	1 322	1 663		1 257	1 322	1 663

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	73,7	75,6	70,8
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	- 2,8	- 7,7	- 0,0
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	- 4,7	- 10,7	- 0,0
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	26,3	27,9	26,3
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	13,2	13,1	11,7
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	57,4	61,1	62,9

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021
1. Produits bancaires	106	102	114
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	9	5	3
Produits sur opérations avec la clientèle	47	54	63
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	42	33	33
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	8	9	14
2. Charges bancaires	29	22	21
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	13	8	8
Charges sur opérations avec la clientèle	4	5	6
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	3	0	0
Charges sur opérations diverses	9	8	5
Charges sur ressources permanentes	1	1	0
3. Produit net bancaire (1 - 2)	77	80	93
4. Produits accessoires nets	0	0	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	78	80	94
6. Frais généraux	48	53	58
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	9	8	9
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	21	20	28
9. Provisions nettes sur risques	15	21	20
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 2	- 0	- 1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	4	- 2	6
12. Résultat exceptionnel net	- 2	- 3	- 4
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	- 1
14. Impôts sur les bénéfices	5	4	1
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	- 4	- 9	- 0

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2019	2020	2021
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	6,6	2,8	9,0
Rapport de liquidité	123,6	122,2	115,3

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2021
Représentation du capital minimum (≥ 10 milliards XAF)	40
Capitaux propres ($\geq 6\%$)	70
Fonds propres de base ($\geq 7,5\%$)	60
Couverture des risques ($\geq 9,5\%$)	60
Limite globale de la norme de division des risques (8 fois les fonds propres)	80
Limite individuelle de la norme de division des risques (45 % des fonds propres)	70
Couverture des immobilisations ($\geq 100\%$)	60
Rapport de liquidité ($\geq 100\%$)	70
Coefficient de transformation ($\geq 50\%$)	70
Engagements aux apparentés ($\geq 15\%$ des fonds propres)	60
Adéquation des fonds propres	60

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.